

Le soleil des derniers jours d'avril a été voilé par certains nuages précurseurs d'un orage entre la France et l'Égypte.

M. Barrère, consul-général de France au Caire, ayant été obligé de se rendre à Paris pour y prendre part aux travaux de la commission internationale du canal de Suez, Nubar pacha a profité de l'absence du consul pour faire supprimer le *Bosphore égyptien*, journal français, coupable d'avoir publié un article pouvant provoquer le mécontentement de l'Angleterre.

La suppression a été faite brutalement ; la force armée a enfoncé les portes des bureaux du *Bosphore égyptien*, brisé les presses, fermé les ateliers.

Nubar pacha mis en demeure de s'expliquer, a d'abord rejeté sur la Porte la responsabilité de cet acte. Le gouvernement français ayant récusé cet expédient et ayant intimé au pacha un *ultimatum* sévère, Nubar a télégraphié, en réponse, que la Porte a approuvé la suppression du journal, et que lui même est en consultation à ce sujet avec l'Angleterre.

Un journal français s'écrie à ce propos :—“ En quoi la France a-t-elle à se préoccuper de l'opinion de l'Angleterre en cette matière, et de ses conseils au gouvernement égyptien ? C'est à celui-ci qu'elle s'en prend, et point à la Grande-Bretagne ; tant pis pour l'Égypte, si étant dans les griffes de celle-ci, elle blesse par obéissance envers elle, les droits et les intérêts d'autrui. C'est son affaire, c'est elle qui est responsable, et la réparation doit être d'autant plus impérieusement réclamée que l'Égypte s'abrite sous une autorité que la France ne connaît ni ne doit connaître.”

Qu'en adviendra-t-il ?

\* \*

Grande excitation en Espagne par suite de l'opposition faite par les libéraux et les républicains à la nouvelle loi sur l'instruction publique.

M. Pidal a voulu, dans cette loi, accorder au clergé le droit de fonder des universités et des écoles avec un personnel ne dépendant pas de l'enseignement officiel ; rendre obligatoires partout les cours de religion, de morale et de théologie, et accorder aux évêques, tout autant qu'au conseil supérieur de l'instruction publique, le droit de surveiller les programmes et les cours.

M. Pidal aurait agi en conformité de vues avec le nonce apostolique.

\* \*

Est-ce un coup manqué ! Le conflit anglo-russe, inévitable au commencement d'avril, semble moins à redouter.